

**Politique étrangère - Syrie - Russie -  
Pologne - Mercosur - Espagne -  
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,  
ministre chargée des affaires  
européennes, avec "France Inter" -  
extraits  
(Paris, 26 février 2018)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté, avant-hier, le principe d'une trêve humanitaire d'un mois en Syrie, qu'en reste-t-il ce matin ?

R - La trêve n'est pas encore appliquée, puisqu'on a su hier qu'il y avait encore des bombardements dans la région de la Ghouta orientale. La France a pesé très fortement pour l'adoption de cette résolution du Conseil de sécurité. Cela a d'ailleurs été difficile mais finalement elle a été adoptée à l'unanimité. Hier, le président de la République et Madame Angela Merkel ont appelé Vladimir Poutine pour l'enjoindre de peser de tout son poids, - et son poids est réel, on le sait - auprès du régime de Damas pour que la trêve puisse entrer en vigueur, pour que l'aide humanitaire puisse arriver dans cette région de la Ghouta orientale où il y a eu, depuis début janvier, un seul convoi d'aide humanitaire pour 400.000 civils, pris au piège d'une véritable horreur.

Q - Qui bombarde, en ce moment, les civils en Syrie ? Est-ce que ce sont les Syriens ou est-ce que c'est l'aviation russe ?

R - En tout état de cause, aujourd'hui, si le régime syrien peut bombarder, peut agir, en Syrie, c'est parce qu'il a le soutien de la Russie et de l'Iran. C'est la Russie et l'Iran qui tiennent à bout de bras le régime syrien. La question qui se pose c'est donc de faire en sorte que tous les acteurs internationaux, régionaux, qui interviennent en Syrie, fassent pression pour le respect de ce cessez-le-feu, de cette trêve. C'est la raison pour laquelle Jean-Yves Le Drian est demain à Moscou, et il sera prochainement à Téhéran.

Q - Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, la Russie ne demande pas à son allié syrien d'arrêter de bombarder les civils ?

R - La Russie a voté la résolution du Conseil de sécurité puisqu'elle a été adoptée à l'unanimité.

Q - Il y a une seule parole russe ou il y a un double jeu ?

R - Il y a une seule parole russe, la vraie question c'est : est-ce que Bachar al-Assad et ses troupes obéissent à ceux qui les soutiennent ou est-ce qu'ils jouent leur jeu propre ? Nous, nous mettons toute notre énergie pour faire en sorte que ce cessez-le-feu soit respecté, pour faire en sorte que l'aide humanitaire arrive aux populations, c'est cela la vraie priorité.

Q - De quels leviers disposez-vous aujourd'hui Nathalie Loiseau, de quels leviers dispose l'Europe pour faire plier Moscou et convaincre Vladimir Poutine qu'il faut cette trêve aujourd'hui en Syrie ?

R - J'aurais tendance à dire, parce que je suis malgré tout idéaliste, l'humanité, le fait que...

Q - Cela n'a pas vraiment marché pour l'instant !

R - Cela n'a pas vraiment marché pour l'instant. Il n'en reste pas moins que ce pays, qui est martyrisé depuis 7 ans et qui est à terre, abrite des populations qui ne seront que plus radicales si elles continuent à souffrir. Ce pays, il faudra le reconstruire et ce n'est pas la Syrie seule qui se reconstruira, ce n'est pas la Russie ou l'Iran qui reconstruiront la Syrie. Toute la communauté internationale doit, ensemble, peser pour une fin des hostilités, pour un règlement politique.

Q - Mais ce que vous nous dites ce matin, Nathalie Loiseau, c'est que finalement on n'a pas grand-chose à mettre dans la balance face à Moscou et qu'il faut compter, finalement, sur la bonne volonté des Russes de vouloir sortir de cette guerre.

R - Oui et non. Je le disais, il faudra reconstruire la Syrie, et ce n'est pas un pays seul qui y parviendra. Nous, nous avons des raisons d'être intervenu contre Daesh, c'était cela notre objectif, puisque c'était depuis Raqqa, en particulier, que des attentats avaient été planifiés contre la France. Mais nous avons aussi, en Europe, eu à vivre une arrivée massive de réfugiés en provenance de Syrie, donc nous avons notre mot à dire. Nous l'aurons sur la reconstruction de ce pays, nous voulons être écoutés, et nous avons besoin, tous ensemble, d'aller vers un règlement politique. Ceux qui ont cru pouvoir mener des négociations avec certains Syriens et pas d'autres ont échoué. Cela veut bien dire qu'il faut que toute la communauté internationale se rassemble pour un règlement politique en Syrie.

Q - Nathalie Loiseau, les casques blancs syriens, on les entendait dans le journal de 8h tout à l'heure, font état de largages de bombes au phosphore et au chlore, ces dernières heures, depuis l'entrée en vigueur théorique du cessez-le-feu, est-ce que vous confirmez ?

R - Pour le moment, il y a des allégations et elles ne sont pas confirmées. Il y en a déjà eu dans le passé, il faut évidemment qu'on en sache plus. C'est bien pour cela qu'il faut qu'une trêve

soit respectée. Non seulement, les armes conventionnelles sont utilisées, mais, à plusieurs reprises, il y a eu des soupçons d'utilisation d'armes chimiques. Nous sommes, là-dessus, en train de vérifier les allégations qui viennent d'un camp, qui ont été niées par un autre, c'est évidemment très difficile de savoir ce qui se passe sur le terrain.

Q - Vous avez encore un doute, le Quai d'Orsay a encore un doute sur l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien ?

R - Sur ce que vous décrivez, c'est-à-dire, sur ce qui se serait passé hier, où il y aurait eu une utilisation de chlore, je n'ai pas de confirmation.

Q - Et sur ces derniers mois ?

R - Et sur ces derniers mois, là encore, on parle de chlore, c'est très difficile d'y voir clair. Ce qui est certain, c'est que les autorités syriennes, si elles ont utilisé des armes chimiques, devront répondre de leurs actes, lorsque la paix sera revenue en Syrie.

Q - Pas avant ? Si demain matin, on apprend que des armes chimiques ont été utilisées contre des civils par Bachar Al-Assad, il n'y a pas de réplique immédiate de la France, comme l'avait promis Emmanuel Macron, ce n'est plus à l'agenda diplomatique ?

R - C'est tout à fait à l'agenda diplomatique, mais pour annoncer cela, il faudrait qu'on ait la certitude que des armes chimiques ont été utilisées, et il y aurait évidemment discussion, en particulier entre partenaires de la coalition.

Q - Un mot, Nathalie Loiseau, si vous voulez bien, sur la situation d'un pays européen, c'est la Pologne, il faut s'interroger sur les auteurs juifs de la Shoah, c'est ce que dit désormais le Premier ministre polonais, alors que la Pologne est déjà soupçonnée de révisionnisme ces derniers jours, avec une loi qui interdit notamment de parler des camps de la mort polonais. Comment l'Europe doit réagir face à ça ?

R - L'Europe, cela n'est pas simplement un marché commun, ni un carnet de chèques, c'est une réunion de pays qui partagent les mêmes valeurs. L'Europe a été créée après la guerre pour se dire : plus jamais ça, plus jamais la guerre, mais c'est aussi plus jamais la barbarie. Reconnaître l'horreur de la Shoah, ne jamais se tromper entre les victimes et les bourreaux, reconnaître la part de responsabilité que beaucoup de pays ont malgré tout - en tout cas beaucoup de citoyens ont malgré tout - c'est indispensable, cela n'est pas négociable. Il n'est pas normal que l'on entretienne le flou ou une réécriture de l'histoire en aucun cas, mais en particulier, quand il s'agit de la Shoah.

Q - Une fois qu'on a dit cela, on fait quoi avec Varsovie ? On coupe les vivres et on coupe les fonds européens comme on l'entend ces derniers jours ou pas ?

R - On a une discussion serrée, pas forcément facile, avec la Pologne, en particulier, en raison de ses différentes réformes concernant la justice. Je le disais, les États membres de l'Union européenne ont en commun plus qu'un marché unique, ils ont en commun le respect de la démocratie, de la séparation des pouvoirs, de la protection des médias et de l'indépendance de la justice. On est en discussion avec Varsovie. La Commission européenne a lancé une procédure à l'encontre de la Pologne, on va en parler demain, à Bruxelles ; je me rends à Bruxelles, on va parler État de droit en Pologne.

Q - Et la position de la France, quelle sera-t-elle ?

R - Et la position de la France, c'est de considérer que l'on est dans une démarche qui porte atteinte aux valeurs fondamentales de l'Union européenne. On le redira demain, des sanctions peuvent être adoptées. Le processus est long, il est compliqué, mais nous ne sommes pas hostiles à ce que ce processus démarre. Nous pensons aussi, puisque nous discutons - et c'était l'objet du sommet de vendredi dernier à Bruxelles - du prochain budget européen, qu'attribuer de l'argent à travers l'Europe, c'est faire preuve de solidarité, à condition qu'on partage les mêmes valeurs, les mêmes attentes, que l'on soit aussi respectueux de la séparation des pouvoirs et que l'on aille vers de la convergence en matière politique économique sociale.

Q - Donc clairement, il y a une menace aujourd'hui au-dessus de la Pologne de couper les fonds européens si le pays ne revient pas dans les règles de l'État de droit ? On peut le dire comme ça ou pas ?

R - Je ne le dirais pas comme cela. Il y a une discussion très forte à l'intérieur de l'Union européenne, pour considérer si l'on pose des conditions à l'attribution des fonds. Ce n'est pas seulement vis-à-vis de la Pologne, je veux dire, si demain, un autre pays s'éloignait de l'État de droit...

Q - Eh bien, on va en prendre un autre, Nathalie Loiseau, si vous voulez bien, de pays, c'est la Hongrie, qui refuse depuis des mois et des années d'accueillir le moindre migrant en fonction de l'accord sur les quotas européens, est-ce qu'on peut aujourd'hui refuser d'appliquer les règles européennes et continuer à profiter du club des 27 ?

R - C'est la même question, et c'est vrai pour la Hongrie et pour la Pologne et c'est vrai pour deux autres pays de l'Union européenne qui n'ont pas exercé leur devoir de solidarité lorsqu'il a fallu relocaliser des migrants arrivés massivement en Europe. Là encore - et l'Allemagne, l'Italie sont particulièrement sensibles à cette question, mais nous sommes d'accord avec eux -, on ne peut pas faire partie de l'Union européenne seulement quand cela nous arrange, et ne pas appliquer des décisions qui ont été prises par l'Union européenne.

La relocalisation des migrants, cela a été décidé à la majorité des États membres de l'Union européenne, il faut naturellement trouver une manière acceptable par tous d'exercer cette solidarité. Demain, si une nouvelle crise des migrants survient, il faut partager le nombre de migrants entre pays de l'Union européenne.

Q - Bonjour Madame la Ministre. J'ai une question concernant la Syrie ; j'ai eu le plaisir de visiter ce pays, un an avant l'attaque par la coalition de l'Irak et j'ai vu un merveilleux pays. Quand je vois la situation aujourd'hui de la population syrienne, je suis effaré et désolé de voir comment on peut déstabiliser un pays et l'amener quasiment à une autodestruction. Ma question est assez simple Madame la Ministre : ne pensez-vous pas que nous Français et Européens en particulier, avons une grosse part de responsabilités dans la situation actuelle ? Nous avons privilégié le soutien de certaines factions sans les maîtriser, sans connaître ni savoir d'où elles venaient ni la façon dont elles étaient constituées. Nous avons privilégié une solution semi-militaire par la livraison d'armes, plutôt que de privilégier une diplomatie vraiment efficace. Ceci n'indique-t-il pas qu'aujourd'hui en France, nous avons besoin de recréer une diplomatie forte et efficace, et que le fait militaire n'est pas forcément la solution ?

R - Là où je suis d'accord avec vous, c'est qu'il n'y a pas de solution militaire en Syrie, il y a une solution politique. Ensuite, où est la responsabilité ? Que s'est-il passé en 2011 ? Souvenons-nous, ce sont de très jeunes Syriens qui avaient écrit sur le mur de leur école "mort au dictateur" et qui ont été torturés et assassinés dans des conditions effroyables. Une rébellion s'est levée. La faute que nous avons peut-être commise collectivement, - la communauté internationale - c'est de penser que se passerait en Syrie ce qui s'était produit en Tunisie et que les printemps arabes étaient une sorte de mouvement irrépessible et que, très vite, il y aurait la chute d'un dictateur dans des conditions pacifiques.

Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Le premier ennemi de la Syrie, c'est son régime, Bachar al-Assad est l'ennemi de son peuple. C'est lui qui martyrise sa population avec le soutien d'intervenants extérieurs. L'urgence, c'est que tout le monde se mette autour d'une table et que l'on se rende compte qu'il n'y a pas de victoire militaire possible. Il y a sept ans que la Syrie vit un martyre et il n'y a pas de vainqueur en Syrie. C'est cela qu'il faut faire et pour y parvenir, il faut une diplomatie forte et engagée, vous avez raison. C'est ce que fait Emmanuel Macron, nous avons la capacité de parler à tout le monde, nous parlons à la Russie, nous parlons à l'Iran, à l'Arabie Saoudite, et à la Turquie.

Q - Pour l'instant pour un résultat que l'on ne voit pas. Parler à la Russie, même si elle a voté la résolution à l'ONU, cela n'a pas changé la situation sur le terrain, vous l'avez rappelé tout à l'heure.

R - C'est la première fois que la Russie vote en faveur d'un cessez-le-feu et d'une trêve humanitaire en Syrie. Le vote s'est fait samedi. Demain, Jean-Yves Le Drian sera à Moscou, je peux vous assurer que l'on fait le maximum, nous Français et avec les européens, en particulier avec l'Allemagne.

Q - Madame la Ministre nous a rappelé ce matin que si la Pologne et la Hongrie devaient recommencer à ne pas respecter les règles européennes, si la Syrie devait recommencer à ne pas respecter les règles élémentaires des droits de l'Homme, alors il serait temps pour les pays européens d'engager des discussions fermes. N'est-il pas temps Madame la Ministre de ne plus repousser à demain ce qu'il est urgent de faire aujourd'hui. Je vous repose donc la question, que font les pays européens ?

R - Vis-à-vis de la Pologne et de la Hongrie, je vous rappelle qu'ils sont membres de l'Union européenne. Il faut donc que l'Europe se mette d'accord sur ce que nous demandons et comment nous le demandons, en particulier sur l'usage de fonds européens vis-à-vis de ces pays, qui doit être assorti de conditions sur le respect des droits de l'Homme et sur le respect de la solidarité, s'agissant des migrants.

Concernant la question syrienne, j'ai répondu au précédent auditeur : nous faisons le maximum pour qu'une trêve puisse entrer en vigueur et pour que des négociations politiques auxquelles se rendent tous les protagonistes, à l'exception des groupes terroristes, puissent avoir lieu. Trop longtemps, certaines puissances régionales internationales ont cru pouvoir faire leur paix, à leur guise, dans leur coin. Cela ne fonctionne pas, aujourd'hui démonstration est faite. Il faut que l'ensemble de la communauté internationale se rassemble pour une paix en Syrie.

Q - On l'a vu encore ce week-end, les agriculteurs français sont très inquiets par le Mercosur, ce traité de libre-échange qui est négocié avec les pays d'Amérique latine. Le ministre Nicolas Hulot disait hier dans le "Journal du dimanche" que ce traité en l'état n'était pas acceptable. Quelle est votre position ? Faut-il y renoncer ?

R - A ce stade, rien n'est agréé entre le Mercosur et l'Union européenne et nous défendons très fermement les intérêts de nos agriculteurs : le compte n'y est pas. Nous attendons une nouvelle position des pays du Mercosur.

Concernant ces accords de libre-échange, je voudrais donner deux éléments : le premier, c'est que dans l'ensemble nous y sommes favorables lorsque nos intérêts commerciaux sont bien défendus. Nous avons à exporter vers le Mercosur des automobiles et des produits agricoles dont certains auraient davantage de débouchés dans le cadre d'un accord commercial. Je pense aux produits laitiers, aux appellations d'origine contrôlées et aux vins et aux spiritueux. Tous ceux-là attendent un accord, mais il n'est pas question de signer un accord si on fragilise une filière, en particulier la filière bovine. C'est celle-là qui s'inquiète, et nous avons très clairement dit à la Commission européenne que nous ne monterions pas dans les quotas d'importation de viande sud-américaine que nous accepterions sur le sol européen. Nous en sommes là, pour le moment il n'y a pas d'accord.

Q - Quelles sont vos lignes rouges ? Il y a déjà 70% de viande importée en France. Il y en a peut-être suffisamment ?

R - La question est d'abord sanitaire. Nous ne voulons rien importer en France qui ne respecte pas les conditions sanitaires, environnementales qui sont en vigueur dans l'Union européenne. Ceux qui s'inquiètent sur l'arrivée dans nos assiettes de boeuf aux hormones n'ont pas à s'inquiéter.

Q - Toute la viande qui arrivera en France, si accord il y a sur le Mercosur, devra être soumise au même régime sanitaire et environnemental qu'en Europe ?

R - Absolument sinon elle n'entrera pas.

Q - Donc il n'y aura pas d'accord car aujourd'hui les règles ne sont pas les mêmes de l'autre côté de l'Atlantique.

R - Cela dépend complètement de ce que souhaitent les pays d'Amérique du Sud. S'ils veulent pénétrer dans le marché, ils doivent se conformer à nos règles, c'est un choix.

Q - Et avons-nous le moyen de contrôler toute la viande qui arrive en France ?

R - C'est ce que nous devons faire et ce que nous faisons déjà depuis un certain nombre d'années. Il y a déjà de la viande sud-américaine qui arrive en Europe, la différence c'est qu'aujourd'hui elle arrive avec des droits de douane. Ce qui est demandé dans l'accord, c'est la suppression de ces droits de douane.

Q - Comprenez-vous la colère ou l'incompréhension, notamment des éleveurs de boeuf français qui disent : "on nous met des règles à longueur d'année dans les pattes, et dans le même temps, l'Europe signe des accords qui contournent ces règles pour importer de la viande venue d'autres pays ou d'autres continents" ?

R - Non justement, l'Europe ne laisse pas contourner ces règles. Je comprends l'inquiétude mais je veux y répondre. C'est ce que le président de la République a fait en allant samedi au salon de l'agriculture où il a parlé longuement de ces sujets, la veille, il a aussi parlé avec les jeunes agriculteurs. Nous ne laisserons contourner aucune règle sanitaire environnementale pour la qualité des produits alimentaires qui seront sur nos tables demain.

Q - Un mot concernant votre collègue du gouvernement Nicolas Hulot qui annonce qu'il n'ira pas au salon de l'Agriculture. A-t-il raison d'éviter les sifflets ?

R - Je ne pense pas que ce soit pour éviter les sifflets, il rencontre les responsables du monde agricole régulièrement, c'est ce qu'il a expliqué. Le président de la République est resté plus de 12 heures au salon de l'Agriculture, Stéphane Travert y était samedi et dimanche, je pense qu'il y sera à nouveau cette semaine. Plusieurs commissaires européens y étaient également hier et il y aura d'autres membres du gouvernement. Aller au salon de l'Agriculture est une chose, être en dialogue avec les représentants des agriculteurs, c'est ce que font Nicolas Hulot et Stéphane Travert, c'est aussi ce que je fais moi-même et c'est notre travail.

Q - J'ai une question toute simple, finalement, ne sommes-nous pas face aux limites de la politique de M. Macron qui est toujours dans le deux poids deux mesures ? Finalement, la faiblesse des institutions européennes est responsable de tous les maux dont vous venez de parler, que ce soit l'agriculture ou l'impuissance sur ce qu'il faut faire en Syrie. Du coup, on ne comprend pas du tout le programme de M. Macron qui dit oui d'un côté et non de l'autre. Qu'en est-il par exemple de l'accord honteux signé avec la Turquie sur les migrants ? Qu'en

est-il, vous venez d'en parler, sur ces accords sur l'agriculture où on va "donner à Paul pour reprendre à Jacques".

Où va l'Europe avec M. Macron Madame la Ministre ?

R - Je vais essayer de trier un peu dans tout ce que vous dites Monsieur. Concernant l'agriculture, je rappelle que la France est l'un des premiers bénéficiaires de la politique agricole commune qui vient au soutien des revenus de nos agriculteurs, mais aussi de la transformation de l'agriculture pour qu'elle soit respectueuse de l'environnement et qu'elle aide notre pays à faire sa transition écologique. Dans les accords de libre-échange que nous signons ou que nous négocions à travers le monde, nos agriculteurs sont aussi gagnants. Nous avons conclu un accord avec le Japon qui va permettre des débouchés très intéressants pour nos agriculteurs, et c'est le cas dans les accords de libre-échange que nous acceptons d'agréer.

Sur le Mercosur, je vous l'ai dit, il n'y a pas d'accord aujourd'hui et nous avons clairement indiqué où étaient nos lignes rouges. Je ne crois pas que l'on puisse parler d'impuissance de l'Europe. L'Europe ne va pas toujours assez vite, mais l'Europe intervient aujourd'hui en soutien de nos secteurs économiques. Elle intervient, pas encore assez c'est vrai, en soutien de nos salariés en matière sociale. On a obtenu un accord sur les travailleurs détachés qui fait qu'aujourd'hui, nos travailleurs, mais aussi les travailleurs des pays de l'Est sont mieux protégés. L'Europe, c'est ce que nous en faisons, ce n'est pas Bruxelles, eux et nous. C'est ce sur quoi nous arrivons à nous mettre d'accord à 28 aujourd'hui et à 27 demain, pour répondre aux attentes des citoyens.

Ce que j'attends aussi, c'est d'avoir des propositions. Vous êtes critique, je l'entends, mais ce que j'attends, ce sont des propositions. Nous allons organiser des consultations à travers la France entre avril et fin octobre pour savoir ce que les Français pensent de l'Europe, ce qui leur convient et ce qui ne leur convient pas, et ce qu'ils proposent pour que l'on dessine mieux l'Europe de demain. Je vous engage à y participer. Ces consultations sont organisées en France et dans 25 autres pays de l'Union européenne.

Q - Tous les pays en Europe vont le faire sauf un, lequel ?

R - La Hongrie.

Q - Toujours le même.

R - Ils ne l'ont pas souhaité. Nous ne voulions que des Etats volontaires et nous sommes extrêmement heureux de voir que ce n'est plus une idée française, c'est l'idée de 26 pays de l'Union européenne.

Q - Un auditeur vous demande : "L'Espagne poursuit une personne élue démocratiquement, l'Espagne emprisonne des députés pour ce qu'ils pensent, n'est-ce pas le retour d'une dictature qui se cache derrière les magistrats espagnols aux ordres de Rajoy. Est-ce normal au sein de



l'Europe ?"

R - C'est le contraire qui serait anormal. Ce qui s'est passé en Catalogne, puisque l'auditeur ne le dit pas, ce sont des dirigeants catalans qui ont organisé une consultation contraire à la constitution et qui n'ont pas respecté un certain nombre de décisions de justice.

Q - Et cela mérite la prison ?

R - Ils sont poursuivis. On parle de l'Espagne, on parle d'une démocratie, on parle d'un pays où la justice est indépendante. Ce n'est pas à moi de décider ce qui mérite ou pas la prison, mais j'ai pleine confiance dans les institutions espagnoles. L'Espagne est une grande démocratie, aller à l'encontre de la constitution, à l'encontre du droit espagnol, c'est en tout cas s'exposer à des poursuites. Cela me semble normal./.